

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 MARS 1920.

Proposition de loi

revisant la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des
dommages résultant des accidents du travail.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

En ouvrant la discussion générale du projet de loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, M. Francotte, alors Ministre de l'Industrie et du Travail, disait : « ... Je me suis convaincu de cette seconde vérité que, nulle part, dans aucun pays, on n'est arrivé en une seule étape au terme de la tâche, que nulle part on n'a réussi à élaborer en un seul jour la législation réparatrice des accidents. Partout il a fallu s'y reprendre à plusieurs fois, et je me suis convaincu, et c'est la leçon de résignation que j'ai tirée de cette étude historique, qu'il n'était pas possible de légiférer sur les accidents du travail sans des expériences conduites avec prudence, sans des essais répétés, sans un grand esprit de conciliation, sans une grande disposition à la transaction et aux concessions. Voilà, Messieurs, ce que j'ai lu dans l'histoire, et je crois que la leçon était bonne à indiquer. »

» Messieurs, la voie s'ouvre devant nous. C'est une voie où l'on nous appelle depuis longtemps, et où il n'est pas un seul d'entre nous qui ne soit décidé à y entrer résolument, mais je pense aussi qu'il n'est pas non plus un seul d'entre nous qui puisse s'en dissimuler les obscurités et les périls. Et à ce propos, je voudrais, dès l'abord, rendre la Chambre attentive à cette considération que tout pas fait en avant dans la voie où nous nous engageons sera un pas décisif et irrévocable : quoi qu'il arrive dans le domaine où nous allons légiférer, les retours en arrière seront désormais impossibles. *L'avenir nous forcera peut-être à avancer encore...* »

Les députés socialistes, au cours de la discussion, se sont efforcés de faire admettre une conception plus large de la réparation, précisément parce qu'ils prévoyaient cet avenir, parce qu'ils sentaient très bien que la classe

ouvrière ne se contenterait pas de demi-mesures. Mais ils ne furent pas toujours les plus forts et c'est pour cela, qu'après avoir bataillé courageusement pour faire entrer dans la loi toutes les dispositions qu'ils considéraient comme essentielles, ils s'abstinrent au vote sur l'ensemble parce qu'ils considéraient la loi insuffisante.

L'avenir nous forcera peut-être à avancer encore, disait M. Francotte. Nous espérons que tous les membres de la Chambre comprendront, maintenant que les années d'application ont permis à tous d'en observer les défauts et les imperfections, que la prophétie de l'ancien Ministre de l'Industrie et du Travail doit se réaliser. Il est nécessaire que nous avancions dans la voie ouverte en 1903. Et c'est dans ce but que nous proposons la revision de la loi.

L'application à tous les travailleurs.

Nous ne pouvons concevoir que la loi laisse dans l'insécurité toute une catégorie importante de travailleurs et cela justifie suffisamment notre article 1^{er} nouveau.

Le délai de carence.

Tous les secrétaires des fédérations de métiers s'occupant de donner des conseils aux ouvriers blessés sont d'accord pour reconnaître que si, dans la pensée du législateur, le délai de carence a pour objet d'empêcher la fraude, tel qu'il existe, c'est-à-dire avec effet rétroactif, il va plutôt à l'encontre du but pour lequel il a été imaginé.

En effet, quel est l'ouvrier qui, ayant chômé pendant six ou sept jours par suite d'un accident, et enfin n'ayant plus à chômer qu'un jour ou deux pour être en droit de toucher huit indemnités, consentirait à reprendre son travail avant le huitième jour expiré ? S'il en est, ils sont rares, et on ne peut raisonnablement leur faire un grief d'essayer de corriger une injustice légale, alors qu'il suffit de sept à huit jours de salaire perdu pour les acculer à la gêne eux et les leurs.

Nous en avons la conviction que le délai de carence avec effet rétroactif a servi la fraude et la simulation au lieu de les empêcher.

Si aucun délai n'existait, l'ouvrier qui se sentirait à peu près capable de reprendre son travail s'empresserait d'y retourner, certain qu'il serait de toucher le nombre exact de ses journées perdues.

Qu'on supprime donc le délai de carence.

Les ouvriers y trouveront leur compte, les industriels, un personnel plus nombreux en période de surproduction, et les assureurs se dédommageront suffisamment des petites indemnités de deux ou trois jours qu'ils auront à verser par les indemnités plus élevées qu'ils ne verseront plus.

L'indemnité portée 75 p. c.

Déjà, dans la longue discussion qui a précédé le vote de la loi que nous proposons maintenant de réviser, plusieurs de mes collègues de la gauche

ont montré que la fixation de l'indemnité à 50 p. c. avec la mode de calcul admis ne donnerait pas aux victimes d'accidents du travail ou à leurs familles — en cas de mort — la possibilité certaine d'échapper à la misère. Nous insistons sur ce fait que ceux qui sont les vaillants artisans de notre richesse nationale ne doivent pas être plongés dans la détresse constante. Ils ont droit à de grands égards. D'ailleurs le dommage moral, les souffrances auxquelles la loi actuelle n'apporte aucune réparation, ne justifient-ils pas l'augmentation que nous proposons.

Le maximum indiqué à l'alinéa de l'article 8 doit être majoré. Nous proposons de le porter à 6,000 francs. Mais il serait désirable qu'un arrêté royal puisse le relever au fur et à mesure de la hausse des salaires.

Nous proposons aussi, que pour les grands blessés, pour ceux notamment, dont l'état nécessite l'assistance d'une autre personne (aveugle, amputé des deux mains, etc.) que l'indemnité puisse être portée de 100 à 150 pour cent.

La loi sur les pensions militaires invalides de la guerre a fait la distinction que nous proposons pour les victimes du travail.

Des frais médicaux et pharmaceutiques. — Du libre choix du médecin et du pharmacien.

Tous ceux qui ont eu à s'occuper de la loi sur la réparation des accidents du travail, afin de lui faire donner le maximum en faveur des travailleurs, sont unanimes à déclarer que les législateurs ont commis une faute en ne laissant pas aux accidentés le libre choix du docteur qui les traitera.

Les grands industriels et les puissantes compagnies d'assurances devenus tout à coup les dispensaires du travail médical, se sont fait d'instinct un devoir de protéger et d'avantager les médecins qui leur offraient le plus de garanties de sécurité.

Pour tous ces exploiters, il était préférable de voir le médecin, ami du patron, entrer chez le blessé, que d'y voir pénétrer le médecin, ami du blessé.

Pour obtenir ce résultat, on n'a pas reculé devant un attentat à l'une de nos plus précieuses libertés : la liberté de confiance. Le docteur de la compagnie d'assurances peut vous déplaire, avoir perdu votre confiance : vous êtes obligé d'obéir à ses ordres et de suivre scrupuleusement ses prescriptions, sous peine de risquer la déchéance de vos droits !

Ainsi, le médecin est devenu la chose du patron, de l'industriel, de l'assureur. Rares, sont ceux qui osent prendre résolument en main la cause des ouvriers blessés, car ils craignent de s'aliéner la sympathie des riches et de se voir retirer la clientèle.

Quant au libre choix du pharmacien, il semble le corollaire indispensable. C'est à ceux en qui la victime d'un accident a confiance qu'il doit pouvoir s'adresser. Et la rédaction de notre texte permet aux assureurs de ne pas être les victimes de ceux qui prétendraient faire payer trop cher leurs fournitures.

La mise à la charge des assureurs des frais d'hospitalisation, se justifie

parce qu'il est prouvé que certaines blessures seraient guéries plus rapidement et mieux si les ouvriers étaient traités dans les cliniques. Donc l'assureur y gagnerait, puisque le nombre de journées à indemniser serait moins élevé et que la gravité de la dépréciation serait souvent moins grande.

Mais il est impossible au blessé de se faire soigner à la clinique si les frais d'hospitalisation sont à sa charge.

Nous signalons également comme absolument injuste cette prescription de la loi fixant à six mois la durée des secours qui doivent être payés par la compagnie assureuse.

Certes, les accidents nécessitant encore les soins du médecin, et les services du pharmacien après 6 mois sont assez rares. Il n'en est pas moins vrai que nous avons vu le fait se produire plusieurs fois, et qu'il est souverainement malheureux pour celui qui, depuis 180 jours, ne touche plus qu'un demi-salaire, de devoir encore payer, par la suite, les notes du docteur et du pharmacien.

D'ailleurs, parce que les accidents de ce genre sont assez rares, c'est précisément un argument militant en faveur d'un changement à la loi, changement qui aurait pour but de ne fixer aucune limite à la durée des secours médicaux et pharmaceutiques.

Indemnité de funérailles.

Nous demandons 500 francs comme un minimum. Se figure-t-on bien quelles sont les dépenses nécessitées lorsqu'un membre de la famille meurt par suite d'un accident? C'est, pour les membres de la famille qui travaillent, la perte de plusieurs journées de travail; c'est la dépense pour le cercueil, pour les lettres de faire part; c'est tout ce qu'il faut dépenser pour fournir aux membres de la famille les modestes habits de deuil; c'est l'ensemble des menus frais. Et tout cela s'élève bien au-dessus de 500 francs.

Les rentes aux héritiers.

Nous proposons d'augmenter le taux de la rente aux ayants droits pour les raisons développées déjà lorsque nous avons justifié la nécessité de donner 75 p. c. aux blessés. Et nous supprimons le mot soutien, parce que nous voulons qu'il y ait toujours réparation. Sinon, les assureurs ergotent sur le mot soutien, se livrent à toutes sortes de manœuvres qui ont pour but de frustrer les malheureux parents.

De plus, il ne faut pas que la mort d'un ouvrier dangereusement blessé puisse être souhaitée parce qu'il n'est pas soutien.

Et puis, est-il juste de dire aux parents d'un enfant tué au travail qu'ils n'auront rien parce que celui-ci ne gagnait rien encore, ou tout au moins parce que, gagnant un tout petit salaire, il n'était cependant pas considéré comme leur soutien? Plus tard n'auraient-ils pas eu besoin de son aide matérielle? Et faut-il ne rien accorder à ceux qui, moralement, sont cruellement atteints?

C'est pour toutes ces raisons qu'il faut qu'il y ait toujours constitution de rente en cas d'accident mortel.

Carnet de paie.

Il est désirable que la loi oblige le patron à remettre à ses ouvriers le carnet de paie sur lequel seront inscrites les diverses sommes leur payées chaque quinzaine ou chaque semaine. Bien souvent des travailleurs sont dans l'impossibilité absolue de calculer les indemnités auxquelles ils ont droit, faute des documents nécessaires.

Tandis que quand les victimes d'accidents du travail seront en possession de leur carnet de paie, elles pourront immédiatement calculer leur salaire de base, fixer exactement le montant de leur indemnité journalière et, plus tard, celui de la rente, s'il y a dépréciation.

Le carnet de paie sera d'un plus grand secours encore aux héritiers de celui qui aura succombé par suite de sa blessure.

Les apprentis et les jeunes ouvriers.

Ce sont ceux qui méritent le plus d'intérêt. Est-il juste qu'un enfant de 14 ans, estropié pour toute sa vie, soit condamné à voir calculer le taux de sa dépréciation sur un salaire de base infime ? Combien y a-t-il de demi-ouvriers gagnant des salaires très bas, en attendant une connaissance plus grande du métier ?

Ceux-là doivent-ils être malheureux, plus que toutes les autres victimes d'accidents du travail, parce qu'ils auront payé plus jeunes leur tribut à l'industrie meurtrière ?

L'assurance obligatoire et par l'État.

L'application de la loi à tous les travailleurs justifie notre demande, en dehors de tous les arguments qui ont déjà été fournis jusqu'à présent.

Les compagnies à primes fixes, guidées par leur esprit de gain, par la nécessité des dividendes à accorder, sont un danger pour les ouvriers blessés.

C'est d'ailleurs le vœu émis par tous les Congrès ouvriers.

Les changements que nous voudrions voir apporter à la loi du 24 décembre 1903 répondent aux aspirations de la classe ouvrière. Les considérations que nous émettons dans cet exposé des motifs s'inspirent des idées de justice sociale, et toutes les organisations professionnelles sérieuses du pays admettent notre manière de voir.

JULES MANSART.



PROPOSITION DE LOI

revisant la loi du 24 décembre 1903
sur la réparation des dommages
résultant des accidents du travail.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions ci-dessous *remplacent respectivement* les articles 1 et 4, les alinéas 1, 2 et 3 de l'article 5, les alinéas 1 et 2 de l'article 6, les alinéas 4 et 5 de l'article 8, l'alinéa 2 de l'article 10, l'article 17, l'alinéa 1 de l'article 27 et l'alinéa 2 de l'article 29 de la loi du 24 décembre 1903 :

Art. 1. — La réparation des dommages qui résultent des accidents survenus aux ouvriers des entreprises privées ou publiques dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat de travail régi par la loi du 10 mars 1900, est réglée conformément aux dispositions de la présente loi.

Ces dispositions s'appliquent, en conséquence : 1° aux entreprises industrielles ; 2° aux entreprises de transport y compris le transport s'effectuant au moyen de voiturettes, tombereaux, etc. ; 3° aux entreprises commerciales ; 4° aux entreprises agricoles.

Elles s'appliquent également, sous les mêmes conditions, à la réparation des accidents survenus dans le cours et par le fait de l'exécution d'un louage de service.

Le gouvernement est autorisé à

WETSVOORSTEL

tot herziening der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen.

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 1 en 4, het 1^{ste} het 2^{de} en het 3^{de} lid van artikel 5, het 1^{ste} en het 2^{de} lid van artikel 6, het 4^{de} en het 5^{de} lid van artikel 8, het 2^{de} lid van artikel 10, artikel 17, het 1^{ste} lid van artikel 27 en het 2^{de} lid van artikel 29 der wet van 24 December 1903 worden *onderscheidenlijk vervangen* door de navolgende bepalingen :

Art. 1. — De vergoeding der schade voortvloeiende uit ongevallen, overkomen aan werklieden bij private of openbare ondernemingen, in den loop en ten gevolge van de uitvoering der arbeidsovereenkomst, omschreven bij de wet van 10 Maart 1900, wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van deze wet.

Deze bepalingen zijn bijgevolg van toepassing : 1° op de nijverheidsondernemingen ; 2° op de ondernemingen van vervoer, daarin begrepen het vervoer per wagentjes, stortkarren, enz. ; 3° op de handelsondernemingen ; 4° op de landbouwnondernemingen.

Ze zijn, onder dezelfde omstandigheden, ook van toepassing op de vergoeding van de ongevallen, overkomen in den loop en door de uitvoering van eene dienstverhuur.

De Regeering wordt gemachtigd

en étendre l'application aux entrepreneurs qui, en exécutant les mêmes travaux que les ouvriers, sont exposés aux mêmes risques.

Art. 4. — Lorsque l'accident a été la cause d'une incapacité temporaire et totale, la victime a droit, à partir du jour qui suit l'accident, à une indemnité journalière égale à 75 p. c. du salaire quotidien moyen.

Si l'incapacité temporaire est ou devient partielle, cette indemnité doit être équivalente à 75 p. c. de la différence entre le salaire de la victime antérieurement à l'accident et celui qu'elle peut gagner avant d'être complètement rétablie.

Si l'incapacité est ou devient permanente, une allocation annuelle de 75 p. c., déterminée d'après le degré de l'incapacité, comme il vient d'être dit, remplace l'indemnité temporaire à compter du jour où, soit par l'accord des parties, soit par un jugement définitif, il est constaté que l'incapacité présente le caractère de la permanence. A l'expiration du délai de revision prévu à l'article 30, l'allocation annuelle est remplacée par une rente viagère.

L'indemnité pourra être portée de 100 à 150 p. c. du salaire, pour les grands blessés, dont l'état nécessite l'assistance d'une autre personne.

Art. 5, alinéas 1, 2 et 3. — Le chef d'entreprise est tenu, conformément aux dispositions ci-après, des frais médicaux, pharmaceuti-

de toepassing daarvan uit te strekken tot de ondernemers die, dezelve werken uitvoerende als de arbeiders, zijn blootgesteld aan dezelfde gevaren.

Art. 4. — Heeft het ongeval eene tijdelijke en volkomene ongeschiktheid tot werken veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer, te rekenen van den dag na het ongeval, recht op eene dagelijkse vergoeding van 75 t. h. van het gemiddelde dagloon.

Betreft het eene tijdelijke ongeschiktheid die gedeeltelijk is of wordt, dan moet deze vergoeding gelijkstaan met 75 t. h. van het verschil tusschen het loon van het slachtoffer vóór het ongeval en het loon dat het slachtoffer kan verdienen alvorens geheel hersteld te zijn.

Indien de ongeschiktheid voortdurend is of wordt, vervangt eene jaarlijksche vergoeding van 75 t. h., bepaald volgens den graad van de ongeschiktheid, zooals hiervoren gezegd, de tijdelijke vergoeding te rekenen van den dag waarop, hetzij door overeenkomst van partijen, hetzij bij een eindvonnis, wordt vastgesteld dat de ongeschiktheid van voortdurenden aard is. Na het verstrijken van den termijn van herziening, in artikel 30 bepaald, wordt de jaarlijksche vergoeding vervangen door eene lijfrente.

De vergoeding kan van 100 tot 150 t. h. van het loon worden gebracht voor de zwaar gewonden die wegens hunnen staat door een anderen persoon moeten bijgestaan worden.

Art. 5, §§ 1, 2 en 3. — Het hoofd van onderneming is, overeenkomstig onderstaande bepalingen, verplicht tot betaling van de genees- en artse-

ques et d'hospitalisation causés par l'accident et faits pendant tout le temps nécessité par son état de santé.

La victime choisit librement son médecin et son pharmacien ; mais le chef d'entreprise n'est tenu qu'à concurrence de la somme fixée par un tarif établi à forfait par arrêté royal, pour les médecins et pour les pharmaciens, à concurrence du montant des prescriptions médicales facturées d'après un tarif établi également par arrêté royal.

Art. 6, alinéas 1 et 2. — Lorsque l'accident a causé la mort de la victime, il est alloué, le cas échéant, les indemnités suivantes :

1° Une somme de 500 francs pour frais funéraires ; le dernier alinéa de l'article 3 est applicable à cette indemnité ;

2° Un capital représentant la valeur, calculée en raison de l'âge de la victime au moment du décès, d'une rente viagère égale à 50 p. c. du salaire annuel.

Ce capital est attribué aux catégories de personnes ci-après désignées :

A. Au conjoint non divorcé ni séparé de corps, à la condition que le mariage soit antérieur à l'accident ;

B. Aux enfants légitimes, nés ou conçus avant l'accident, pour autant qu'ils soient âgés de moins de 16 ans, et aux enfants naturels, dans les mêmes conditions d'âge, pourvu qu'ils aient été reconnus avant l'ac-

nijkundige kosten, alsmede van de verblijfskosten in het hospitaal, door het ongeval veroorzaakt en gedaan gedurende al den tijd vereischt door zijn gezondheidstoestand.

Het slachtoffer heeft de vrije keuze van geneesheer en apotheker ; doch het hoofd van onderneming is slechts gehouden tot het bedrag van de som, eens voor al bepaald in een bij koninklijk besluit vastgesteld tarief, voor de geneesheeren, en, voor de apothekers, tot het bedrag van den prijs der medische voorschriften, berekend naar een insgelijks bij koninklijk besluit vastgesteld tarief.

Art. 6, §§ 1 en 2. — Heeft het ongeval den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden, bij voorkomend geval, de volgende vergoedingen toegekend :

1° Eene som van 500 frank voor begrafeniskosten ; het laatste lid van artikel 3 is van toepassing op deze vergoeding ;

2° Een kapitaal vertegenwoordigende de waarde — berekend naar den leeftijd van het slachtoffer op het oogenblik van het overlijden — eener lijfrente gelijkstaande met 50 t. h. van het jaarlijksche loon.

Dit kapitaal wordt toegekend aan de hierna aangeduide groepen van personen :

A. Aan den niet uit den echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot, onder voorwaarde dat het huwelijk vóór het ongeval is voltrokken ;

B. Aan de wettige kinderen, vóór het ongeval geboren of ontvangen, voor zoover zij den leeftijd van 16 jaren niet hebben bereikt, en aan de onechte kinderen, die aan dezelve vereischten van ouderdom vol-

cident, on, si la reconnaissance est postérieure, qu'ils soient nés ou conçus avant l'accident;

C. Aux petits-enfants âgés de moins de 16 ans, ainsi qu'aux ascendants;

D. Aux frères et sœurs âgés de moins de 16 ans.

Art. 8, alinéas 4 et 5. — Lorsque le salaire annuel dépasse 6000 francs, il n'est pris en considération, pour la fixation des indemnités, qu'à concurrence de cette somme.

En ce qui concerne les apprentis, ainsi que les ouvriers âgés de moins de 25 ans, le salaire de base, en cas de dépréciation partielle ou totale permanente ou de mort, sera calculé sur celui d'un ouvrier formé de même catégorie professionnelle.

Art. 10, alinéa 2. — L'assurance est obligatoirement réalisée par des caisses communes de prévoyance ou par la Caisse nationale d'Assurance contre les accidents du travail.

Art. 17. — Seront agréées aux fins de la présente loi, les caisses communes d'assurance contre les accidents, constituées par les chefs d'entreprise.

Art. 27, alinéa 1. — L'ouvrier ou ses ayants-droit ont toujours la faculté d'assigner directement le chef d'entreprise, sauf le droit de celui-ci de mettre l'assureur en cause.

Art. 29, alinéa 2. — Les jugements, allouant des indemnités temporaires ou viagères, seront exécutés

doen, mits zij vóór het ongeval werden erkend, of, indien de erkenning later geschiedde, zijn geboren of ontvangen vóór het ongeval;

C. Aan de kleinkinderen, die den leeftijd van 16 jaren niet hebben bereikt, alsmede aan de bloedverwanten in de opgaande linie;

D. Aan de broeders en zusters, beneden 16 jaar.

Art. 8, §§ 4 en 5. — Indien het jaarlijksche loon 6.000 frank overschrijdt, dan wordt het, tot het bepalen van de vergoedingen, slechts tot het bedrag dier som in aanmerking genomen.

Betreft het leergasten, alsmede arbeiders die den ouderdom van 25 jaren niet hebben bereikt, dan wordt, in geval van bestendige gedeeltelijke of volkomene ongeschiktheid of van dood, het grondloon berekend naar dat van een bekwamen werkman derzelfde beroepsgroep.

Art. 10, § 2. — De verzekering geschiedt, op verplichtende wijze, door de gemeenschappelijke verzorgskassen of door de Nationale Kas van verzekering tegen arbeidsongevallen.

Art. 17. — Met het oog op deze wet, worden toegelaten de gemeenschappelijke kassen van verzekering tegen ongevallen, door de hoofden van onderneming ingesteld.

Art. 27, § 1. — De werkman of zijne rechtverkrijgenden hebben altijd het recht het hoofd van onderneming rechtstreeks te dagvaarden, behoudens het recht voor dezen den verzekeraar in de zaak te betrekken.

Art. 29, § 2. — De vonnissen, waarbij tijdelijke vergoedingen of vergoedingen voor het leven wor-

toires par provision, nonobstant l'appel et sans qu'il soit besoin de fournir caution. Toutefois, lorsqu'il y aura lieu d'accorder une rente dont le capital est exigible, le juge restreindra l'exécution provisoire au paiement de arrérages.

ART. 2.

Les dispositions nouvelles ci-dessous sont *introduites* respectivement après les articles 7, 17 et 34 de la loi du 24 décembre 1903 :

Art. 7bis. — En cas de décès, les ayants droit pourront exiger la présence de leur médecin et de leur avocat-conseil aux recherches des médecins légistes et du Parquet. Celui-ci n'aura, en aucun cas, le droit de tenir à l'écart les mandataires des sinistrés.

Art. 8bis. — Afin de faciliter aux victimes la fixation du salaire de base, les chefs d'entreprise sont tenus de remettre à leurs ouvriers un carnet de paie, sur lequel seront inscrits les salaires gagnés par ceux-ci.

Art. 17 bis. — Le Gouvernement chargera la Caisse d'Épargne d'organiser la Société nationale d'Assurance contre les accidents du travail prévue à l'article 10.

Art. 34bis. — L'assurance sera réalisée obligatoirement, soit par les caisses communes d'assurances, soit par la Société nationale d'Assurance contre les accidents du travail prévue à l'article 10, dans un délai de

den toegekend, zijn uitvoerbaar bij voorraad, ondanks hooger beroep en zonder dat het noodig zij zekerheid te stellen. Is er echter grond voor de toekenning eener rente, waarvan het kapitaal kan gevorderd worden, dan beperkt de rechter de voorloopige uitvoering tot de betaling der vervallen rente.

ART. 2.

Onderstaande nieuwe bepalingen worden onderscheidenlijk na de artikelen 7, 17 en 34 der wet van 24 December 1903 *ingevoegd* :

Art. 7bis. — In geval van overlijden, kunnen de rechthebbenden eischen dat hun geneesheer en hun advocaat-raadsman aanwezig zijn bij de onderzoeken gedaan door de wetsdokters en het Parket. In geen geval heeft het Parket het recht de gemachtigden van hen, die door de ramp zijn getroffen, achteraf te houden.

Art. 8bis. — Ten einde het bepalen van het grondloon gemakkelijker te maken voor de slachtoffers, zijn de hoofden van onderneming verplicht aan hunne werklieden af te geven een betalingsboekje, waarin het door dezen gewonnen loon wordt ingeschreven.

Art. 17bis. — De Regceering gelast de Spaarkas te zorgen voor de inrichting van de Nationale Maatschappij van verzekering tegen arbeidsongevallen, bij artikel 10 voorzien.

Art. 34bis. — De verzekering geschiedt, op verplichtende wijze, hetzij door tusschenkomst van de gemeenschappelijke kassen van verzekering, hetzij door die van de bij artikel 10 voorziene Nationale Maat-

trois ans à dater de la mise en vigueur des dispositions prévues dans la présente loi.

Les polices d'assurances consenties par des compagnies à primes fixes et non arrivées à expiration, seront dénoncées sans que ces compagnies aient droit à aucune indemnité.

ART. 3.

Sont abrogés les articles 2 et 3, l'alinéa 3 de l'article 10, les articles 11, 14, 15, 16 et 20, l'alinéa 3 de l'article 29, les articles 35, 36, 37, 38 et 40.

schappij van verzekering tegen arbeidsongevallen, en wel binnen een termijn van drie jaren te rekenen van het in werking treden van de bij deze wet ingevoerde bepalingen.

De overeenkomsten van verzekering, aangegaan door maatschappijen met vaste premiën en die niet zijn geëindigd, worden opgezegd, zonder dat deze maatschappijen recht hebben op eenige vergoeding.

ART. 3.

De artikelen 2 en 3, het 3^{de} lid van artikel 10, de artikelen 11, 14, 15, 16 en 20, het 3^{de} lid van artikel 29, alsmede de artikelen 35, 36, 37, 38 en 40 worden ingetrokken.

Jules MANSART.

D^r BRANQUART.

H. LÉONARD.

Léon TROCLET.



(VII)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADEBING VAN 24 MAART 1920.

Wetsvoorstel

tot herziening der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortspruitende uit arbeidsongevallen.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

. Toen een aanvang werd gemaakt met de algemeene beraadslaging over het wetsontwerp houdende vergoeding der schade voortspruitende uit arbeidsongevallen, zegde de toenmalige Minister van Nijverheid en Arbeid, de heer Francotte : «...ik ben overtuigd van deze tweede waarheid, dat men in geen enkel land na eene eerste poging de taak heeft kunnen volvoeren; dat men nergens in eens de wet op de vergoeding van de ongevallen tot stand kon brengen. Overal moest men het in verscheidene malen doen, en na deze wordensstudie ben ik gekomen tot de overtuiging dat het onmogelijk is, eene ongevallenwet te maken, zonder voorafgaande voorzichtige en herhaalde proefnemingen, zonder veel verzoeningsgeest, zonder geneigd te zijn tot minnelijke schikking en toegeving. Dat, Mijne Heeren, heb ik in de geschiedenis gelezen, en mij dunkt dat het goed was op deze les te wijzen.

» Mijne Heeren, de weg ligt voor ons open. Sedert lang worden wij aangezoekt hem te betreden; ook zijn wij allen vastberaden om dit te doen, maar tevens denk ik ook dat geen hunner zich kan ontveinzen hoe duister en gevaarlijk die baan is. Daarom ook wensch ik in de eerste plaats de Kamer te wijzen op deze bedenking, dat elke stap, diën wij doen op deze baan, beslissend en onwederroepelijk zal zijn : wat er ook moge gebeuren, in de zaak waarover wij eene wet maken, zal het voortaan onmogelijk zijn op onze stappen terug te keeren. *In de toekomst zullen wij wellicht verplicht zijn nog verder vooruit te gaan...* »

Bij de behandeling hebben de socialistische afgevaardigden getracht de vergoeding te doen opvatten in een ruimeren zin, juist omdat zij het oog

hadden op de toekomst en wisten dat de arbeidersstand niet kon bevredigd worden met halve maatregelen. Doch niet steeds hadden zij de overmacht op hunne zijde; daarom ook hebben zij zich, na wakker te hebben gestreden om in de wet te doen opnemen al de bepalingen die zij voor hoogstnoodig hielden, onthouden bij de stemming over de wet in haar geheel, dewijl zij ze ontoereikend achtten.

In de toekomst zullen wij wellicht verplicht zijn nog verder vooruit te gaan, zegde de heer Francotte. Dit zullen, hopen wij, al de leden van deze Kamer begrijpen, nadat wij allen, na de jaren toepassing van de wet, konden waarnemen hoe gebrekkelijk en onvolmaakt zij is, hoezeer de voorspelling van den voormaligen Minister van Nijverheid en Arbeid zich moet verwezenlijken. Noodzakelijk moeten wij vooruit op de in 1903 ingeslagen baan. Te dien einde stellen wij voor, de wet te herzien.

Toepassing op alle werkers.

Wij kunnen niet begrijpen dat eene aanzienlijke klasse van werkers door de wet in onveiligheid wordt gelaten. Dit rechtvaardigt volkomen ons nieuw eerste artikel.

Termijn gedurende welken het slachtoffer geen recht heeft op vergoeding.

Al de secretarissen van bonden voor ambachtslieden, die raad verschaften aan gewonde werklieden, bekennen dat, zoo, volgens de ineeniging van den wetgever, de termijn gedurende welken het slachtoffer geen recht heeft op vergoeding, strekt om bedrog te weren, die termijn, zooals hij thans is bepaald, namelijk met terugwerkende kracht, veeleer ingaat tegen het door den wetgever beoogde doel.

Waar is inderdaad de werkman, die, nadat hij zes of zeven dagen niet arbeidde ten gevolge van een ongeval en nog slechts een paar dagen moet rusten om voor acht dagen te worden vergoed, zijn werk zou hernemen voordat de achtste dag is verstreken? Indien er zijn, ze zijn echter zeldzaam, en redelijkerwijs kan men het hun niet als grief aanrekenen, {zoo zij trachten eene onrechtvaardigheid der wet te verhelpen, vermits zeven of acht dagen verloren loon hen in hun gezin gebrek doet lijden.

Wij houden ons overtuigd dat de termijn, gedurende welken het slachtoffer geen recht heeft op vergoeding en met terugwerkende kracht, het bedrog en de veinzerij heeft in de hand gewerkt, in stede van ze te verhinderen.

Werd er geen termijn bepaald, dan zou de werkman, die zich eenigszins in staat gevoelt om zijn arbeid te hernemen, gereedelijk terugkomen, daar hij zeker zijn zou al zijne verloren daghuren te trekken.

Men schaffe dus bedoelden termijn af.

De werklieden zullen er goed bij varen, de nijveraars talrijker personeel hebben in tijd van drukte en de verzekeraars zullen gemakkelijk hunne schade inhalen, voor de twee of drie dagen die zij moeten betalen, in stede van de grootere vergoeding die zij niet meer storten.

Verhooging van de vergoeding tot op 75 t. h.

Bij de langdurige behandeling die voorafging aan de stemming der wet waarvan wij thans de herziening voorstellen, hebben verscheidene leden der linkerzijde bewezen dat het bepalen van de vergoeding op 50 t. h., met de aangenomen wijze van berekenen, de slachtoffers van arbeidsongevallen of hunne gezinnen, ingeval van doodelijken afloop, onbetwistbaar in de ellende moest storten. Ik dring aan op dit feit, dat de moedigste bewerkers van 's lands rijkdom niet in onoverkomelijken nood mogen gedompeld worden. Men is hun de meeste bezorgdheid verschuldigd. Is overigens de door ons voorgestelde verhooging niet gebillijkt door de zedelijke schade, het lijden, dat niet wordt gelenigd door de bestaande wet?

Het bij § 3 van artikel 8 aangegeven maximum moet verhoogd worden. Wij stellen ons voor, het te brengen tot op 6,000 frank. Het zou echter wenschelijk zijn dat die verhooging bij koninklijk besluit kunne bepaald worden, naarmate de loonen stijgen.

Wij stellen ook voor, dat de vergoeding kunne gebracht worden van 100 tot op 150 t. h. voor de zwaar gewonden, namelijk voor hen die wegens hunnen staat door een ander persoon moeten bijgestaan worden (blinde, hij wien beide handen zijn afgezet, enz.).

In de wet op de pensioenen voor invalide militairen is het onderscheid gemaakt, dat wij voor de arbeidsslachtoffers voorstellen.

Genees- en artseneijkundige kosten. — Vrije keuze van geneesheer en apotheker.

Zij, die zich inlieten met de wet op de vergoeding der arbeidsongevallen, opdat zij het meeste nut zou kunnen opleveren voor de arbeiders, zijn allen het eens om te verklaren dat de wetgevers eene fout hebben bedreven door aan de slachtoffers van ongevallen niet de vrije keuze te laten voor den geneesheer die hen moet verplegen.

De groote nijverheidsmannen en de machtige verzekeringsmaatschappijen, plotseling de bedeelers geworden van het werk der geneesheeren, hebben het instinctmatig als plicht beschouwd, die geneesheeren te beschermen en te bevoordeelen, welke hun het meest waarborgen van zekerheid opleverden.

Voor al die uitbuiters was het beter dat bij den gewonde kwam de geneesheer bevriend met den werkgever, liever dan de geneesheer bevriend met den gewonde.

Om dien uitslag te bereiken deinsde men niet terug voor een aanslag op eene onzer kostbaarste vrijheden : de vrijheid van vertrouwen. Het kan gebeuren dat de geneesheer der verzekeringsmaatschappij u niet bevalt of uw vertrouwen heeft verloren ; gij zijt verplicht aan zijne bevelen te gehoorzamen en zijne voorschriften stipt na te leven, zooniet loopt gij gevaar van vervallen te worden verklaard van uwe rechten.

Aldus is de geneesheer de speelbal geworden van den werkgever, van den

nijveraar, van den verzekeraar. Zeldzaam zijn zij, die heden vrij en vrank het belang van de gewonde werklieden durven ter harte nemen, want zij vreezen de genegenheid der rijken te verliezen en zich tevens de klandizie te zien onttrekken.

Wat de vrije keuze van den apotheker betreft, zij schijnt eene onontbeerlijke gevolgtrekking. Het slachtoffer van een ongeluk moet zich kunnen wenden tot hen die zijn vertrouwen genieten. Daarbij laat onze tekst de verzekeraars toe, het slachtoffer niet te zijn van hen die hunne geneesmiddelen te duur zouden doen betalen.

Het betalen van de verplegingskosten in een gasthuis, door de verzekeraars is gewettigd omdat het bewezen is dat sommige verwondingen spoediger en beter zouden genezen, indien de werklieden in de verplegingsinrichtingen werden verzorgd. Derhalve zou de verzekeraar er bij winnen, vermits het te betalen getal dagen vergoeding geringer zou zijn en ook de werkkrachtsvermindering tlikwijls minder groot.

't Is echter onmogelijk, voor een gewonde, zich in een verplegingsinrichting te doen verzorgen, indien de verblijfskosten te zijnen laste zijn.

Wij bestrijden insgelijks als onbillijk het voorschrift der wet, dat den duur der hulp, die door de verzekeringmaatschappij uitbetaald moet worden, bepaalt op 6 maanden.

De ongevallen, die dan nog de zorgen van geneesheer en apotheker na 6 maanden vereischen, zijn ongetwijfeld tamelijk schaarsch. Het is niettemin waar, dat het feit zich meermaals voordoet en dat het hoogst ongelukkig is voor hem, die gedurende 180 dagen slechts een half loon trekt, later nog de rekeningen van geneesheer en apotheker te moeten betalen.

Trouwens, zoo soortgelijke ongevallen tamelijk schaarsch zijn, is dit eene reden te meer tot wijziging der wet, om de zorgen van geneesheer en apotheker onbepaald te laten toedienen.

Vergoeding voor begrafenis-kosten.

Wij vragen 500 frank als een minimum. Weet men wel welke uitgaven worden vereischt, wanneer een lid van het gezin sterft ten gevolge van een ongeval? Voor de gezinsleden, die arbeiden, is het een verlies van verscheidene werkdagen; de uitgave voor de lijk-kist, de doods-brieven; al wat noodig is om aan de gezinsleden de schamele rouwkleeren te verstrekken; het is het geheel bedrag van de kleine uitgaven. En dat alles overschrijdt in ruime mate 500 frank.

De rente aan de Erfgenamen.

Wij stellen voor, de aan de rechthebbenden uitkeerbare rente te verhoogen om de redenen die wij reeds uiteengezet hebben, wanneer wij de noodzakelijkheid om 75 p. h. aan de gewonden toe te staan, gerechtvaardigd hebben. En wij laten het woord « steun » wegvallen, want wij willen dat er altijd sprake zij van vergoeding. Zooniet haspelen de verzekeraars over het woord « steun » en trachten door allerlei middelen de ongelukkige bloedverwanten van hun recht te berooven.

Het past daarbij niet dat de dood van een gevaarlijk gewonden werkman moge wenschelijk schijnen, omdat hij geen « steun » is.

Verder, is het billijk aan de ouders van een kind, dat bij den arbeid omkwam, te zeggen dat zij niet zullen vergoed worden, omdat hun kind nog niets won of althans omdat het, met zijn gering loon, nog niet als hun steun kon beschouwd worden? Zouden zij later zijne stoffelijke hulp niet behoeven? En moet men niets toestaan aan hen die zedelijk zwaar getroffen werden?

Om al die redenen dient steeds eene rente te worden gevestigd voor ongevallen met doodelijken afloop.

Betalingsboekje.

Het is wenschelijk dat de wet den werkgever verplichte, zijne werklieden een betalingsboekje te geven, waarin worden ingeschreven de verschillende sommen die hun om de veertien dagen of elke week uitbetaald werden. Meermaals is het aan werklieden onmogelijk, de vergoeding, waarop zij recht hebben, uit te rekenen bij gebrek aan de noodige bewijzen.

Wanneer echter de slachtoffers van arbeidsongevallen een betalingsboekje zullen hebben, zullen zij aanstonds hun gemiddeld loon kunnen uitrekenen, het beloop hunner vergoeding nauwkeurig vaststellen en later dit hunner rente, zoo er vermindering is van werkkracht.

Het betalingsboekje zal een nog grooteren dienst bewijzen aan de erfgenamen van hem die aan zijne wonden bezweek.

Leergasten en jonge werklieden.

Deze verdienen de meeste belangstelling. Is het rechtvaardig dat de waarde van een kind van veertien jaar, hetwelk voor zijn leven kreupel is, berekend worde op een schier nietig loon? Hoevele halve gasten zijn er niet die een heel laag loon verdienen tot zij meer met hun ambacht vertrouwd geraken?

Moeten deze meer dan alle andere slachtoffers van arbeidsongevallen ongelukkig zijn, omdat zij op jongeren leeftijd hun tol aan de moorddadige nijverheid betaalden?

De verplichte verzekering door den Staat.

Buiten al de bewijsredenen die tot nog toe werden aangevoerd, geldt, tot rechtvaardiging onzer aanvraag, het feit, dat de wet op al de arbeiders moet toegepast worden.

De maatschappijen met vaste premiën, winst najagende en genoodzaakt dividenden uit te keeren, zijn een gevaar voor de gewonde werklieden.

Door al de arbeiderscongressen werd trouwens de wensch uitgedrukt,

De wijzigingen, die wij graag in de wet van 24 December 1903 zagen gebracht, beantwoorden aan de verzuchtingen der arbeidersklasse. De beschouwingen, in deze toelichting vooruitgezet, gaf de sociale gerechtigheid mij in, en al de ernstige beroepsverenigingen van het land deelen onze zienswijze.

JULES MANSART.

PROPOSITION DE LOI

revisant la loi du 24 décembre 1903
sur la réparation des dommages
résultant des accidents du travail.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions ci-dessous remplacent respectivement les articles 1 et 4, les alinéas 1, 2 et 5 de l'article 5, les alinéas 1 et 2 de l'article 6, les alinéas 4 et 5 de l'article 8, l'alinéa 2 de l'article 10, l'article 17, l'alinéa 1 de l'article 27 et l'alinéa 2 de l'article 29 de la loi du 24 décembre 1903 :

Art. 1. — La réparation des dommages qui résultent des accidents survenus aux ouvriers des entreprises privées ou publiques dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat de travail régi par la loi du 10 mars 1900, est réglée conformément aux dispositions de la présente loi.

Ces dispositions s'appliquent, en conséquence : 1° aux entreprises industrielles; 2° aux entreprises de transport y compris le transport s'effectuant au moyen de voitures, tombereaux, etc.; 3° aux entreprises commerciales; 4° aux entreprises agricoles.

Elles s'appliquent également, sous les mêmes conditions, à la réparation des accidents survenus dans le cours et par le fait de l'exécution d'un louage de service.

Le gouvernement est autorisé à

WETSVOORSTEL

tot herziening der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen.

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 1 en 4, het 1^{ste} het 2^{de} en het 3^{de} lid van artikel 5, het 1^{ste} en het 2^{de} lid van artikel 6, het 4^{de} en het 5^{de} lid van artikel 8, het 2^{de} lid van artikel 10, artikel 17, het 1^{ste} lid van artikel 27 en het 2^{de} lid van artikel 29 der wet van 24 December 1903 worden onderscheidenlijk vervangen door de navolgende bepalingen :

Art. 1. — De vergoeding der schade voortvloeiende uit ongevallen, overkomen aan werklieden bij private of openbare ondernemingen, in den loop en ten gevolge van de uitvoering der arbeidsovereenkomst, omschreven bij de wet van 10 Maart 1900, wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van deze wet.

Deze bepalingen zijn bijgevolg van toepassing : 1° op de nijverheidsondernemingen; 2° op de ondernemingen van vervoer, daarin begrepen het vervoer per wagentjes, stortkarren, enz.; 3° op de handelsondernemingen; 4° op de landbouwnondernemingen.

Ze zijn, onder dezelfde omstandigheden, ook van toepassing op de vergoeding van de ongevallen, overkomen in den loop en door de uitvoering van eene dienstverhuur.

De Regeering wordt gemachtigd

en étendre l'application aux entrepreneurs qui, en exécutant les mêmes travaux que les ouvriers, sont exposés aux mêmes risques.

Art. 4. — Lorsque l'accident a été la cause d'une incapacité temporaire et totale, la victime a droit, à partir du jour qui suit l'accident, à une indemnité journalière égale à 75 p. c. du salaire quotidien moyen.

Si l'incapacité temporaire est ou devient partielle, cette indemnité doit être équivalente à 75 p. c. de la différence entre le salaire de la victime antérieurement à l'accident et celui qu'elle peut gagner avant d'être complètement rétablie.

Si l'incapacité est ou devient permanente, une allocation annuelle de 75 p. c., déterminée d'après le degré de l'incapacité, comme il vient d'être dit, remplace l'indemnité temporaire à compter du jour où, soit par l'accord des parties, soit par un jugement définitif, il est constaté que l'incapacité présente le caractère de la permanence. A l'expiration du délai de revision prévu à l'article 30, l'allocation annuelle est remplacée par une rente viagère.

L'indemnité pourra être portée de 100 à 150 p. c. du salaire, pour les grands blessés, dont l'état nécessite l'assistance d'une autre personne.

Art. 5, alinéas 1, 2 et 3. — Le chef d'entreprise est tenu, conformément aux dispositions ci-après, des frais médicaux, pharmaceuti-

de toepassing daarvan uit te strekken tot de ondernemers die, dezelfde werken uitvoerende als de arbeiders, zijn blootgesteld aan dezelfde gevaren.

Art. 4. — Heeft het ongeval eene tijdelijke en volkomene ongeschiktheid tot werken veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer, te rekenen van den dag na het ongeval, recht op eene dagelijksche vergoeding van 75 t. h. van het gemiddelde dagloon.

Betreft het eene tijdelijke ongeschiktheid die gedeeltelijk is of wordt, dan moet deze vergoeding gelijkstaan met 75 t. h. van het verschil tusschen het loon van het slachtoffer vóór het ongeval en het loon dat het slachtoffer kan verdienen alvorens geheel hersteld te zijn.

Indien de ongeschiktheid voortdurend is of wordt, vervangt eene jaarlijksche vergoeding van 75 t. h., bepaald volgens den graad van de ongeschiktheid, zooals hiervoren gezegd, de tijdelijke vergoeding te rekenen van den dag waarop, hetzij door overeenkomst van partijen, hetzij bij een eindvonnis, wordt vastgesteld dat de ongeschiktheid van voortdurenden aard is. Na het verstrijken van den termijn van herziening, in artikel 30 bepaald, wordt de jaarlijksche vergoeding vervangen door eene lijfrente.

De vergoeding kan van 100 tot 150 t. h. van het loon worden gebracht voor de zwaar gewonden die wegens hunnen staat door een anderen persoon moeten bijgestaan worden.

Art. 5, §§ 1, 2 en 3. — Het hoofd van onderneming is, overeenkomstig onderstaande bepalingen, verplicht tot betaling van de genees- en artse-

ques et d'hospitalisation causés par l'accident et faits pendant tout le temps nécessité par son état de santé.

La victime choisit librement son médecin et son pharmacien; mais le chef d'entreprise n'est tenu qu'à concurrence de la somme fixée par un tarif établi à forfait par arrêté royal, pour les médecins et pour les pharmaciens, à concurrence du montant des prescriptions médicales facturées d'après un tarif établi également par arrêté royal.

Art. 6, alinéas 1 et 2. — Lorsque l'accident a causé la mort de la victime, il est alloué, le cas échéant, les indemnités suivantes :

1° Une somme de 500 francs pour frais funéraires; le dernier alinéa de l'article 3 est applicable à cette indemnité;

2° Un capital représentant la valeur, calculée en raison de l'âge de la victime au moment du décès, d'une rente viagère égale à 50 p. c. du salaire annuel.

Ce capital est attribué aux catégories de personnes ci-après désignées :

A. Au conjoint non divorcé ni séparé de corps, à la condition que le mariage soit antérieur à l'accident;

B. Aux enfants légitimes, nés ou conçus avant l'accident, pour autant qu'ils soient âgés de moins de 16 ans, et aux enfants naturels, dans les mêmes conditions d'âge, pourvu qu'ils aient été reconnus avant l'ac-

nijkundige kosten, alsmede van de verblijfskosten in het hospitaal, door het ongeval veroorzaakt en gedaan gedurende al den tijd vereischt door zijn gezondheidstoestand.

Het slachtoffer heeft de vrije keuze van geneesheer en apotheker; doch het hoofd van onderneming is slechts gehouden tot het bedrag van de som, eens voor al bepaald in een bij koninklijk besluit vastgesteld tarief, voor de geneesheeren, en, voor de apothekers, tot het bedrag van den prijs der medische voorschriften, berekend naa een insgelijks bij koninklijk besluit vastgesteld tarief.

Art. 6, §§ 1 en 2. — Heeft het ongeval den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden, bij voorkomend geval, de volgende vergoedingen toegekend :

1° Eene som van 500 frank voor begrafeniskosten; het laatste lid van artikel 3 is van toepassing op deze vergoeding;

2° Een kapitaal vertegenwoordigende de waarde — berekend naar den leeftijd van het slachtoffer op het oogenblik van het overlijden — eener lijfrente gelijkstaande met 50 t. h. van het jaarlijksche loon.

Dit kapitaal wordt torgekend aan de hierna aangeduide groepen van personen :

A. Aan den niet uit den echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot, onder voorwaarde dat het huwelijk vóór het ongeval is voltrokken;

B. Aan de wettige kinderen, vóór het ongeval geboren of ontvangen, voor zoover zij den leeftijd van 16 jaren niet hebben bereikt, en aan de onechte kinderen, die aan dezelve vereischten van ouderdom vol-

cident, on, si la reconnaissance est postérieure, qu'ils soient nés ou conçus avant l'accident;

C. Aux petits-enfants âgés de moins de 16 ans, ainsi qu'aux ascendants;

D. Aux frères et sœurs âgés de moins de 16 ans.

Art. 8, alinéas 4 et 5. — Lorsque le salaire annuel dépasse 6000 francs, il n'est pris en considération, pour la fixation des indemnités, qu'à concurrence de cette somme.

En ce qui concerne les apprentis, ainsi que les ouvriers âgés de moins de 25 ans, le salaire de base, en cas de dépréciation partielle ou totale permanente ou de mort, sera calculé sur celui d'un ouvrier formé de même catégorie professionnelle.

Art. 10, alinéa 2. — L'assurance est obligatoirement réalisée par des caisses communes de prévoyance ou par la Caisse nationale d'Assurance contre les accidents du travail.

Art. 17. — Seront agréées aux fins de la présente loi, les caisses communes d'assurance contre les accidents, constituées par les chefs d'entreprise.

Art. 27, alinéa 1. — L'ouvrier ou ses ayants-droit ont toujours la faculté d'assigner directement le chef d'entreprise, sauf le droit de celui-ci de mettre l'assureur en cause.

Art. 29, alinéa 2. — Les jugements, allouant des indemnités temporaires ou viagères, seront exécutés,

doen, mits zij vóór het ongeval werden erkend, of, indien de erkenning later geschiedde, zijn geboren of ontvangen vóór het ongeval;

C. Aan de kleinkinderen, die den leeftijd van 16 jaren niet hebben bereikt, alsmede aan de bloedverwanten in de opgaande linie;

D. Aan de broeders en zusters, beneden 16 jaar.

Art. 8. §§ 4 en 5. — Indien het jaarlijksche loon 6,000 frank overschrijdt, dan wordt het, tot het bepalen van de vergoedingen, slechts tot het bedrag dier som in aanmerking genomen.

Betreft het leergasten, alsmede arbeiders die den ouderdom van 25 jaren niet hebben bereikt, dan wordt, in geval van bestendige gedeeltelijke of volkomene ongeschiktheid of van dood, het grondloon berekend naar dat van een bekwamen werkman derzelfde beroepsgroep.

Art. 10, § 2. — De verzekering geschiedt, op verplichtende wijze, door de gemeenschappelijke voorzorgskassen of door de Nationale Kas van verzekering tegen arbeidsongevallen.

Art. 17. — Met het oog op deze wet, worden toegelaten de gemeenschappelijke kassen van verzekering tegen ongevallen, door de hoofden van onderneming ingesteld.

Art. 27, § 1. — De werkman of zijne rechtverkrijgenden hebben altijd het recht het hoofd van onderneming rechtstreeks te dagvaarden, behoudens het recht voor dezen den verzekeraar in de zaak te betrekken.

Art. 29, § 2. — De vonnissen, waarbij tijdelijke vergoedingen of vergoedingen voor het leven wor-

toires par provision, nonobstant l'appel et sans qu'il soit besoin de fournir caution. Toutefois, lorsqu'il y aura lieu d'accorder une rente dont le capital est exigible, le juge restreindra l'exécution provisoire au paiement de arrérages.

ART. 2.

Les dispositions nouvelles ci-dessous sont *introduites* respectivement après les articles 7, 17 et 34 de la loi du 24 décembre 1903 :

Art. 7bis. — En cas de décès, les ayants droit pourront exiger la présence de leur médecin et de leur avocat-conseil aux recherches des médecins légistes et du Parquet. Celui-ci n'aura, en aucun cas, le droit de tenir à l'écart les mandataires des sinistrés.

Art. 8bis. — Afin de faciliter aux victimes la fixation du salaire de base, les chefs d'entreprise sont tenus de remettre à leurs ouvriers un carnet de paie, sur lequel seront inscrits les salaires gagnés par ceux-ci.

Art. 17 bis. — Le Gouvernement chargera la Caisse d'Épargne d'organiser la Société nationale d'Assurance contre les accidents du travail prévue à l'article 10.

Art. 34bis. — L'assurance sera réalisée obligatoirement, soit par les caisses communes d'assurances, soit par la Société nationale d'Assurance contre les accidents du travail prévue à l'article 10, dans un délai de

den toegekend, zijn uitvoerbaar bij voorraad, ondanks hooger beroep en zonder dat het noodig zij zekerheid te stellen. Is er echter grond voor de toekenning eener rente, waarvan het kapitaal kan gevorderd worden, dan beperkt de rechter de voorloopige uitvoering tot de betaling der vervallen rente.

ART. 2.

Onderstaande nieuwe bepalingen worden onderscheidenlijk na de artikelen 7, 17 en 34 der wet van 24 December 1903 *ingevoegd* :

Art. 7bis. — In geval van overlijden, kunnen de rechthebbenden eischen dat hun geneesheer en hun advocaat-raadsman aanwezig zijn bij de onderzoeken gedaan door de wetsdokers en het Parket. In geen geval heeft het Parket het recht de gemachtigden van hen, die door de ramp zijn getroffen, achteraf te houden.

Art. 8bis. — Ten einde het bepalen van het grondloon gemakkelijker te maken voor de slachtoffers, zijn de hoofden van onderneming verplicht aan hunne werklieden af te geven een betalingsboekje, waarin het door dezen gewonnen loon wordt ingeschreven.

Art. 17bis. — De Regeering gelast de Spaarkas te zorgen voor de inrichting van de Nationale Maatschappij van verzekering tegen arbeidsongevallen, bij artikel 10 voorzien.

Art. 34bis. — De verzekering geschiedt, op verplichtende wijze, hetzij door tusschenkomst van de gemeenschappelijke kassen van verzekering, hetzij door die van de bij artikel 10 voorziene Nationale Maat-

trois ans à dater de la mise en vigueur des dispositions prévues dans la présente loi.

Les polices d'assurances consenties par des compagnies à primes fixes et non arrivées à expiration, seront dénoncées sans que ces compagnies aient droit à aucune indemnité.

ART. 3.

Sont abrogés les articles 2 et 3, l'alinéa 3 de l'article 10, les articles 11, 14, 15, 16 et 20, l'alinéa 3 de l'article 29, les articles 35, 36, 37, 38 et 40.

schappij van verzekering tegen arbeidsongevallen, en wel binnen een termijn van drie jaren te rekenen van het in werking treden van de bij deze wet ingevoerde bepalingen.

De overeenkomsten van verzekering, aangegaan door maatschappijen met vaste premiën en die niet zijn geëindigd, worden opgezegd, zonder dat deze maatschappijen recht hebben op eenige vergoeding.

ART. 3.

De artikelen 2 en 3, het 3^e lid van artikel 10, de artikelen 11, 14, 15, 16 en 20, het 3^e lid van artikel 29, alsmede de artikelen 35, 36, 37, 38 en 40 worden ingetrokken.

Jules MANSART.

D^r BRANQUART.

H. LÉONARD.

Léon TROCLET.

